



**INVITATION A SOUMISSIONNER (RFP)  
RFP N°124/RFP/OFFRE 2.0/2022**

NOM & ADRESSE DE L'ENTREPRISE	DATE : 07 juin 2022
	REFERENCE : 124/RFP/OFFRE 2.0/2022 : Recrutement d'un Cabinet pour l'étude : « Appuyer le Burkina Faso sur les modalités d'opérationnalisation de la signature électronique ».

Chère Madame/Cher Monsieur,

Nous vous demandons de bien vouloir nous adresser votre soumission au titre du **Recrutement d'un Cabinet pour l'étude : « Appuyer le Burkina Faso sur les modalités d'opérationnalisation de la signature électronique »**.

Veillez utiliser le formulaire figurant dans l'annexe 2 jointe aux présentes pour les besoins de la préparation de votre soumission.

Les soumissions technique et financières peuvent être déposées par e-mail jusqu'au **Jeudi 16 juin 2022 à 12h** à l'adresse suivante : [offres.burkina@undp.org](mailto:offres.burkina@undp.org)

Votre soumission doit être rédigée en Français et assortie d'une durée de validité minimum de **90 jours** à compter de la date limite de dépôt des offres.

Dans le cadre de la préparation de votre soumission, il vous appartiendra de vous assurer qu'elle parviendra à l'adresse indiquée ci-dessus au plus tard à la date-limite. Les soumissions qui seront reçues par le PNUD postérieurement à la date-limite indiquée ci-dessus, pour quelque raison que ce soit, ne seront pas prises en compte. Si vous transmettez votre soumission par courrier électronique, veuillez-vous assurer qu'elle est signée, en format .pdf et exempte de virus ou fichiers corrompus.

Les services proposés seront examinés et évalués en fonction de l'exhaustivité et de la conformité de la soumission et du respect des exigences indiquées dans la RFP et dans l'ensemble des autres annexes fournissant des détails sur les exigences du PNUD.

La soumission qui répondra à l'ensemble des exigences, satisfera l'ensemble des critères d'évaluation et possèdera le meilleur rapport qualité/prix sera sélectionnée aux fins d'attribution du contrat. Toute offre qui ne répondra pas aux exigences sera rejetée.

Toute différence entre le prix unitaire et le prix total sera recalculée par le PNUD. Le prix unitaire prévaudra et le prix total sera corrigé. Si le prestataire de services n'accepte pas le prix final basé sur le nouveau calcul et les corrections d'erreurs effectués par le PNUD, sa soumission sera rejetée.

Aucune modification du prix résultant de la hausse des coûts, de l'inflation, de la fluctuation des taux de change ou de tout autre facteur de marché ne sera acceptée par le PNUD après réception de la soumission. Lors de l'attribution du contrat ou du bon de commande, le PNUD se réserve le droit de modifier (à la hausse ou à la baisse) la quantité des services et/ou des biens, dans la limite de vingt-cinq pour cent (25 %) du montant total de l'offre, sans modification du prix unitaire ou des autres conditions.



Tout contrat ou bon de commande qui sera délivré au titre de la présente RFP sera soumis aux conditions générales jointes aux présentes. Le simple dépôt d'une soumission emporte acceptation sans réserve par le prestataire de services des conditions générales du PNUD figurant à l'annexe 3 des présentes.

Veillez noter que le PNUD n'est pas tenu d'accepter une quelconque soumission ou d'attribuer un contrat/bon de commande et n'est pas responsable des coûts liés à la préparation et au dépôt d'une soumission par le prestataire de services, quels que soient le résultat ou les modalités du processus de sélection.

La procédure de contestation que le PNUD met à la disposition des fournisseurs a pour but de permettre aux personnes ou entreprises non retenues pour l'attribution d'un bon de commande ou d'un contrat de faire appel dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence. Si vous estimez que vous n'avez pas été traité de manière équitable, vous pouvez obtenir des informations détaillées sur les procédures de contestation ouvertes aux fournisseurs à l'adresse suivante : <http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/procurement/protestandsanctions/>.

Le PNUD encourage chaque prestataire de services potentiel à éviter et à prévenir les conflits d'intérêts en indiquant au PNUD si vous-même, l'une de vos sociétés affiliées ou un membre de votre personnel a participé à la préparation des exigences, du projet, des spécifications, des estimations des coûts et des autres informations utilisées dans la présente RFP.

Le PNUD applique une politique de tolérance zéro vis-à-vis des fraudes et autres pratiques interdites et s'est engagé à prévenir, identifier et sanctionner l'ensemble de ces actes et pratiques préjudiciables au PNUD, ainsi qu'aux tiers participant aux activités du PNUD. Le PNUD attend de ses fournisseurs qu'ils respectent le code de conduite à l'intention des fournisseurs de l'Organisation des Nations Unies qui peut être consulté par l'intermédiaire du lien suivant : [http://www.un.org/depts/ptd/pdf/conduct\\_english.pdf](http://www.un.org/depts/ptd/pdf/conduct_english.pdf)

Nous vous remercions et attendons avec intérêt votre soumission.

DocuSigned by:  
*Leon Badibanga*  
15749078DF31479...

**Cordialement,**

**Léon Badibanga**

**Operations Manager**

**Date :** 09-Jun-2022

## Description des exigences

Contexte	<p>L'avènement des technologies de l'information et de la communication (TIC) constitue, sans conteste, l'innovation majeure de notre ère. Elles induisent de profonds bouleversements dans les cultures, les sociétés, les économies et accélèrent le processus de globalisation. A l'instar de nombreux pays, le Burkina Faso s'est résolument engagé dans l'appropriation des TIC et le renforcement du cadre juridique et institutionnel favorable à ces technologies numériques. Celles-ci sont désormais considérées comme des leviers essentiels au développement socio-économique de nos Etats. Dans cette optique, les deux politiques sectorielles « Commerce et services marchands (PS-CSM) 2018-2027 et « Infrastructures de transports, de communication et d'habitat (PS-ITCH) 2018- 2027, adoptées en 2018 pour soutenir l'économie numérique dans ces domaines.</p> <p>Par ailleurs, le programme 2, Action 2.3 de la Stratégie Nationale de Développement de l'Économie Numérique (SN@DEN) 2018-2027 prévoit une mise en place cohérente de l'ensemble des outils nécessaires à la constitution d'un environnement numérique de confiance, à travers « la mise en place des outils relatifs à la signature électronique et l'identification électronique ».</p>
Partenaire de réalisation du PNUD	Ministère de la transition digitale
Brève description des services requis <sup>1</sup>	<p>L'objectif général de la présente mission est d'appuyer le Burkina Faso dans les modalités de la mise en œuvre effective de la signature électronique prévue par la <i>Loi n° 045-2009 du 10 novembre 2009 portant réglementation des services et des transactions électroniques au Burkina Faso</i>.</p> <p><b>Objectifs spécifiques</b></p> <p>Au regard de l'objectif général poursuivi dans cette mission, les objectifs spécifiques suivants ont été fixés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyser le cadre juridique et institutionnel de la réglementation des services et des transactions électroniques en vigueur au Burkina Faso ;</li> <li>• Identifier et analyser l'ensemble des problèmes/facteurs qui entravent l'opérationnalisation de la signature électronique au Burkina Faso ;</li> <li>• Réviser la Loi n° 045-2009/AN du 10 novembre 2009 susmentionnée pour la rendre conforme aux évolutions du digital et des enjeux du moment et du futur,</li> </ul>

<sup>1</sup> Des TOR peuvent être joints si les informations énumérées dans la présente annexe ne suffisent pas à décrire de manière exhaustive la nature des prestations et les autres détails relatifs aux exigences.

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• élaborer une feuille de route sur les modalités d'opérationnalisation de la signature électronique au Burkina Faso ;</li> <li>• élaborer/réviser le projet de décret relatif aux modalités et conditions de délivrance, d'utilisation et de révocation de la signature électronique des personnes morales prévu par la Loi n° 045-2009/AN du 10 novembre 2009 susmentionnée revue ;</li> <li>• élaborer le projet de rapport en Conseil des ministres pour l'adoption du projet de décret élaboré ;</li> <li>• étudier les impacts/effets de la mise en œuvre du décret relatif aux modalités et conditions de délivrance, d'utilisation et de révocation de la signature électronique de la personne morale, sur les activités des parties prenantes.</li> </ul>
Liste et description des prestations attendues	<p>Le cabinet qui sera recruté aura pour missions de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- faire un état des lieux de la signature électronique au Burkina Faso en identifiant et analysant clairement toutes les difficultés rencontrées par les parties prenantes/acteurs dans la mise en œuvre de la signature électronique ;</li> <li>- identifier et échanger avec les parties prenantes sur l'opérationnalisation de la signature électronique au Burkina Faso ;</li> <li>- faire le benchmark d'au moins cinq (5) pays d'Afrique et d'Europe ayant réussi la mise en place d'un cadre juridique et institutionnel adéquat à la signature électronique ;</li> <li>- faire une analyse de la cohérence du dispositif juridique et institutionnel actuel des services et transactions électroniques au Burkina Faso avec les autres instruments juridiques d'harmonisation existants au niveau communautaire et régional au besoins procéder à une révision de la loi 045;</li> <li>- élaborer une feuille de route pour la mise en œuvre effective de la signature électronique par les personnes physiques et morales au Burkina Faso ;</li> <li>- élaborer ou modifier les projets de textes nécessaires à l'effectivité de la signature électronique au Burkina Faso ;</li> <li>- proposer une démarche de mise en œuvre des différents projets de textes réglementaires élaborés.</li> </ul>
Personne devant superviser le travail/les prestations du prestataire de services	Coordonnateur de projet
Fréquence des rapports	<p>phase 1 : Cadrage de la mission ;</p> <p>phase 2 : Restitution de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ l'analyse du cadre juridique et institutionnel de la réglementation des services et des transactions électroniques en vigueur au Burkina Faso ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ l'analyse des problèmes/facteurs qui entravent l'opérationnalisation de la signature électronique au Burkina Faso ;</li> <li>○ le rapport du benchmark d'au moins cinq (5) pays d'Afrique et d'Europe ayant réussi la mise en place d'un cadre juridique et institutionnel adéquat à la signature électronique.</li> </ul> <p>phase 3 : Proposition de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ la feuille de route sur les modalités d'opérationnalisation de la signature électronique au Burkina Faso ;</li> <li>○ le projet de décret relatif aux modalités et conditions de délivrance, d'utilisation et de révocation de la signature électronique, prévu par la Loi n° 045-2009/AN du 10 novembre 2009 susmentionnée;</li> <li>○ le rapport de l'étude des impacts/effets de la mise en œuvre du décret relatif aux modalités et conditions de délivrance, d'utilisation et de révocation de la signature électronique prévu par la Loi n° 045-2009/AN du 10 novembre 2009 susmentionnée, sur les activités des parties prenantes.</li> </ul> <p>phase 4 : Validation du rapport général de la mission.</p>			
Exigences en matière de rapport d'avancement	RAS			
Lieu des prestations	Ouagadougou			
Durée prévue des prestations	<b>60 jours ouvrable</b>			
Date de commencement prévue	<b>Après signature du contrat</b>			
Date-limite d'achèvement	<b>Calendaires à compter de la date de début de la mission</b>			
Déplacements prévus	<b>Destination/s</b>	<b>Durée prévue</b>	<b>Brève description de l'objet du déplacement</b>	<b>Date(s)-prévues</b>
Exigences particulières en matière de sécurité	<input type="checkbox"/> Habilitation de sécurité de l'ONU avant tout déplacement			
Equipements à fournir par le PNUD (doivent être exclus du prix offert)	N/A			
Calendrier d'exécution indiquant la composition et la chronologie des activités/sous-activités	<input type="checkbox"/> Requis			
Noms et curriculum vitae des personnes qui participeront à la fourniture des services	<input type="checkbox"/> Requis			
Devise de la soumission	<input type="checkbox"/> FCFA BCEAO /euros/USD			

Taxe sur la valeur ajoutée applicable au prix offert <sup>2</sup>	<input type="checkbox"/> Doit inclure la TVA et autres impôts indirects applicables
Durée de validité des soumissions (à compter du dernier jour de dépôt des soumissions)	<input type="checkbox"/> 90 jours Dans certaines circonstances exceptionnelles, le PNUD pourra demander au soumissionnaire de proroger la durée de validité de sa soumission au-delà de qui aura été initialement indiqué dans la présente RFP. La soumission devra alors confirmer par écrit la prorogation, sans aucune modification de la soumission.
Soumissions partielles	<input type="checkbox"/> Interdites
Conditions de paiement <sup>3</sup>	Cf tdrs
Personne(s) devant examiner/inspecter/approuver les prestations/les services achevés et autoriser le versement du paiement	Coordonnateur de projet
Type de contrat devant être signé	<input type="checkbox"/> Contrat de biens et/ ou services professionnels
Critère d'attribution du contrat	<input type="checkbox"/> Score combiné le plus élevé (l'offre technique comptant pour 70 % et le prix pour 30 %) <input type="checkbox"/> Acceptation sans réserve des conditions générales du contrat du PNUD (CGC). Il s'agit d'un critère obligatoire qui ne peut pas être supprimé, quelle que soit la nature des services demandés. La non-acceptation des CGC peut constituer un motif de rejet de la soumission.
Critère d'évaluation de la soumission	<b><u>Soumission technique (70 %)</u></b> <input type="checkbox"/> Voir grille ci-dessous  <b><u>Soumission financière (30 %)</u></b> A calculer en comparant le prix de la soumission par rapport au prix le plus bas des soumissions reçues par le PNUD.
Le PNUD attribuera le contrat à :	<input type="checkbox"/> Un seul et unique prestataire de services
Annexes de la présente RFP <sup>4</sup>	<input type="checkbox"/> Formulaire de présentation de la soumission (annexe 2) <input type="checkbox"/> Conditions générales / Conditions particulières (annexe 3) <sup>5</sup> <input type="checkbox"/> TDR détaillés (Annexe 4, Document séparé)

<sup>2</sup> L'exonération de TVA varie d'un pays à l'autre. Veuillez cocher ce qui est applicable au CO/BU du PNUD demandant les services.

<sup>3</sup> Le PNUD préfère ne pas verser d'avance lors de la signature du contrat. Si le prestataire de services exige une avance, celle-ci sera limitée à 20 % du prix total offert. En cas de versement d'un pourcentage plus élevé ou d'une avance de plus de \$30,000, le PNUD obligera le prestataire de services à fournir une garantie bancaire ou un chèque de banque à l'ordre du PNUD du même montant que l'avance versée par le PNUD au prestataire de services.

<sup>4</sup> Si les informations sont disponibles sur le Web, il est possible de ne fournir qu'un simple URL permettant d'y accéder.

<sup>5</sup> Il est signalé aux prestataires de services que la non-acceptation des conditions générales (CG) peut constituer un motif d'élimination du présent processus d'achat.

Personnes à contacter pour les demandes de renseignements (Demandes de renseignements écrits uniquement) <sup>6</sup>	Procurement PNUD BURKINA E-mail : <a href="mailto:procurement.bf@undp.org">procurement.bf@undp.org</a> Les réponses tardives du PNUD ne pourront pas servir de prétexte à la prorogation de la date-limite de dépôt des soumissions, sauf si le PNUD estime qu'une telle prorogation est nécessaire et communique une nouvelle date-limite aux soumissionnaires.
---	--

Critères dévaluation	Score	Critères pondérés
<b>Capacité technique du Cabinet soumissionnaire :</b> <i>(expertise avérée dans le domaine, expérience dans l'élaboration de documents juridiques et en légistique)</i>	20	<b>70%</b>
<b>Compréhension des TDRs :</b> <i>(Objectifs, résultats/livrables attendus, sujétions)</i>	40	
<b>Méthodologie proposée :</b> <i>(Démarche méthodologique, chronogramme détaillé de la mission)</i>	40	
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	
<b>Qualification des expert-es :</b>		<b>30%</b>
<i>Chef-fe de mission, Expert-e en Droit</i>	40	
<i>Expert-e Juriste en TIC</i>	30	
<i>Expert-e Ingénieur-e de conception informatique</i>	30	
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100%</b>

<sup>6</sup> La personne à contacter et l'adresse sont indiquées à titre officiel par le PNUD. Si des demandes de renseignements sont adressées à d'autres personnes ou adresses, même s'il s'agit de fonctionnaires du PNUD, le PNUD ne sera pas tenu d'y répondre et ne pourra pas confirmer leur réception.

## Annexe 2

FORMULAIRE DE PRESENTATION DE LA SOUMISSION DU PRESTATAIRE DE SERVICES<sup>7</sup>

*(Le présent formulaire doit être soumis uniquement sur le papier à en-tête officiel du prestataire de services<sup>8</sup>)*

[insérez le lieu et la date]

A : L'Operations Manager

Cher Monsieur,

Le prestataire de services soussigné accepte par les présentes de fournir les prestations suivantes au PNUD conformément aux exigences définies dans la RFP et dans l'ensemble de ses annexes, ainsi qu'aux dispositions des conditions contractuelles générales du PNUD.

**A. Qualifications du prestataire de services**

*Le prestataire de services doit décrire et expliquer les raisons pour lesquelles il est le mieux à même de répondre aux exigences du PNUD en indiquant ce qui suit :*

- a) Profile – décrivant la nature de l'activité, le domaine d'expertise, les licences, certifications, accréditations ;*
- b) Licences commerciales – documents d'immatriculation, attestation du paiement des impôts, etc. ;*
- c) Etats financiers vérifiés les plus récents – état des résultats et bilan pour témoigner de sa stabilité financière, de sa liquidité, de sa solvabilité et de sa réputation sur le marché, etc. ;*
- d) Antécédents – liste des clients ayant bénéficié de prestations similaires à celles que demande le PNUD, contenant une description de l'objet du contrat, de la durée du contrat, de la valeur du contrat et des références à contacter ;*
- e) Certificats et accréditations – y compris les certificats de qualité, les enregistrements de brevets, les certificats de viabilité environnementale, etc.*
- f) Déclaration écrite de non-inscription sur la liste 1267/1989 du Conseil de sécurité de l'ONU, sur la liste de la division des achats de l'ONU ou sur toute autre liste d'exclusion de l'ONU.*

**B. Méthodologie proposée pour la fourniture des services**

*Le prestataire de services doit décrire la manière dont il entend répondre aux exigences du PNUD en fournissant une description détaillée des modalités d'exécution essentielles, des conditions d'information et des mécanismes d'assurance de la qualité qui seront mis en œuvre et en démontrant que la méthodologie proposée sera adaptée aux conditions locales et au contexte des prestations.*

**C. Qualifications du personnel clé**

<sup>7</sup> Ceci sert de guide au prestataire de services dans le cadre de la préparation de sa soumission.

<sup>8</sup> Le papier à en-tête officiel doit indiquer les coordonnées – adresses, courrier électronique, numéros de téléphone et de fax – aux fins de vérification.

Si la RFP en fait la demande, le prestataire de services doit fournir :

- a) les noms et qualifications des membres du personnel clé qui fourniront les services, en indiquant qui assumera les fonctions de chef d'équipe, qui aura un rôle de soutien, etc. ;
- b) des CV témoignant des qualifications des intéressés doivent être fournis si la RFP en fait la demande ; et
- c) la confirmation écrite par chaque membre du personnel qu'il sera disponible pendant toute la durée du contrat.

D. **Ventilation des coûts par prestation\***

	<b>Prestations</b> <i>[énumérez-les telles qu'elles figurent dans la RFP]</i>	<b>Pourcentage du prix total</b>	<b>Prix</b> <i>(forfaitaire, tout compris)</i>
1	Prestation 1		
2	Prestation 2		
3	...		
	<b>Total</b>	100 %	

\*Ceci servira de fondement aux tranches de paiement

E. **Ventilation des coûts par élément de coût [Il ne s'agit que d'un exemple]**

<b>Description de l'activité</b>	<b>Rémunération par unité de temps</b>	<b>Durée totale de l'engagement</b>	<b>Nombre d'employés</b>	<b>Tarif total</b>
<b>I. Services fournis par le personnel</b>				
1. Services du bureau principal				
a. Expertise 1				
b. Expertise 2				
2. Services des bureaux locaux				
a. Expertise 1				
b. Expertise 2				
3. Services fournis de l'étranger				
a. Expertise 1				
b. Expertise 2				
<b>II. Frais</b>				
1. Frais de déplacement				
2. Indemnité journalière				
3. Communications				
4. Reproduction				
5. Location de matériel				
6. Autres				
<b>III. Autres coûts connexes</b>				

*[Nom et signature de la personne habilitée par le prestataire de services]*

*[Fonctions]*

*[Date]*



### Annexe 3

#### *Conditions générales applicables aux services*

##### **1.0 STATUT JURIDIQUE :**

Le prestataire sera considéré comme ayant le statut juridique d'un prestataire indépendant vis-à-vis du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le personnel et les sous-traitants du prestataire ne seront considérés à aucun titre comme étant les employés ou agents du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies.

##### **2.0 SOURCE DES INSTRUCTIONS :**

Le prestataire ne pourra demander à une autorité externe au PNUD ou accepter de celle-ci aucune instruction au titre de la fourniture de ses services en application du présent contrat. Le prestataire devra s'abstenir de tout acte susceptible d'avoir des conséquences préjudiciables pour le PNUD ou l'Organisation des Nations Unies et devra s'acquitter de ses obligations en tenant pleinement compte des intérêts du PNUD.

##### **3.0 RESPONSABILITE DU PRESTATAIRE AU TITRE DE SES EMPLOYES :**

Le prestataire sera responsable des compétences professionnelles et techniques de ses employés et devra choisir, pour les besoins des prestations à fournir en application du présent contrat, des personnes fiables qui devront travailler avec efficacité dans le cadre de l'exécution du présent contrat, respecter les coutumes locales et se conformer à des normes morales et éthiques strictes.

##### **4.0 CESSION :**

Le prestataire devra s'abstenir de céder, de transférer, de nantir ou d'aliéner de toute autre manière le présent contrat, ou toute partie de celui-ci, ou ses droits, créances ou obligations aux termes du présent contrat, à moins d'avoir obtenu le consentement préalable et écrit du PNUD.

##### **5.0 SOUS-TRAITANCE :**

Si le prestataire a besoin des services de sous-traitants, il devra obtenir l'approbation et l'autorisation préalable du PNUD pour l'ensemble des sous-traitants. L'approbation d'un sous-traitant par le PNUD ne libérera le prestataire d'aucune de ses obligations aux termes du présent contrat. Les conditions de tout contrat de sous-traitance seront soumises aux dispositions du présent contrat et devront y être conformes.

##### **6.0 INTERDICTION DE FOURNIR DES AVANTAGES AUX FONCTIONNAIRES**

Le prestataire garantit qu'il n'a fourni ou qu'il ne proposera à aucun fonctionnaire du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies un quelconque avantage direct ou indirect résultant du présent contrat ou de son attribution. Le prestataire convient que toute violation de la présente disposition constituera la violation d'une condition essentielle du présent contrat.

##### **7.0 INDEMNISATION :**

Le prestataire devra garantir, couvrir et défendre, à ses propres frais, le PNUD, ses fonctionnaires, agents, préposés et employés contre l'ensemble des actions, réclamations, demandes et responsabilités de toute



nature, y compris leurs coûts et frais, résultant d'actes ou d'omissions du prestataire ou de ses employés, dirigeants, agents ou sous-traitants, dans le cadre de l'exécution du présent contrat. La présente disposition s'étendra, notamment, aux réclamations et responsabilités en matière d'accidents du travail, de responsabilité du fait des produits ou de responsabilité résultant de l'utilisation d'inventions ou de dispositifs brevetés, de documents protégés par le droit d'auteur ou d'autres éléments de propriété intellectuelle par le prestataire, ses employés, dirigeants, agents, préposés ou sous-traitants. Les obligations prévues par le présent article ne s'éteindront pas lors de la résiliation du présent contrat.

#### **8.0 ASSURANCE ET RESPONSABILITES VIS-A-VIS DES TIERS :**

- 8.1** Le prestataire devra souscrire et conserver une assurance tous risques au titre de ses biens et de tout matériel utilisé pour les besoins de l'exécution du présent Contrat.
- 8.2** Le prestataire devra souscrire et conserver toute assurance appropriée au titre des accidents du travail, ou son équivalent, relativement à ses employés, afin de couvrir les demandes d'indemnisation liées à des blessures corporelles ou à des décès dans le cadre du présent contrat.
- 8.3** Le prestataire devra également souscrire et conserver une assurance responsabilité civile d'un montant adéquat pour couvrir les demandes d'indemnisation des tiers liées à des décès ou blessures corporelles, ou à la perte ou l'endommagement de biens, résultant de la fourniture de services en application du présent contrat ou de l'utilisation de véhicules, navires, aéronefs ou autres matériels détenus ou loués par le prestataire ou ses agents, préposés, employés ou sous-traitants fournissant des prestations ou services au titre du présent Contrat.
- 8.4** Sous réserve de l'assurance contre les accidents du travail, les polices d'assurance prévues par le présent article devront :
- 8.4.1** nommer le PNUD en qualité d'assuré supplémentaire ;
  - 8.4.2** inclure une renonciation à subrogation de l'assureur dans les droits du prestataire contre le PNUD ;
  - 8.4.3** prévoir que le PNUD recevra une notification écrite des assureurs trente (30) jours avant toute résiliation ou modification des assurances.
- 8.5** Le prestataire devra, en cas de demande en ce sens, fournir au PNUD une preuve satisfaisante des assurances requises aux termes du présent article.

#### **9.0 CHARGES/PRIVILEGES :**

Le prestataire devra s'abstenir de causer ou de permettre l'inscription ou le maintien d'un privilège, d'une saisie ou autre charge par toute personne auprès de toute administration publique ou du PNUD sur toute somme exigible ou devant le devenir au titre de prestations réalisées ou de matériaux fournis en application du présent Contrat ou en raison de toute autre réclamation ou demande dirigée contre le prestataire.

#### **10.0 PROPRIETE DU MATERIEL :**

Le PNUD conservera la propriété du matériel et des fournitures qu'il pourra fournir et ledit matériel devra lui être restitué à l'issue du présent contrat ou lorsque le prestataire n'en aura plus besoin. Lors de sa restitution au PNUD, ledit matériel devra être dans le même état que lors de sa remise au prestataire, sous réserve de l'usure normale. Le prestataire sera tenu d'indemniser le PNUD au titre du matériel qui sera considéré comme étant endommagé ou dégradé au-delà de l'usure normale.

#### **11.0 DROITS D'AUTEUR, BREVETS ET AUTRES DROITS PATRIMONIAUX :**



- 11.1** Sous réserve des dispositions contraires expresses et écrites du contrat, le PNUD pourra revendiquer l'ensemble des droits de propriété intellectuelle et autres droits patrimoniaux et, notamment, les brevets, droits d'auteur et marques se rapportant aux produits, processus, inventions, idées, savoir-faire ou documents et autres matériels que le prestataire aura développés pour le PNUD dans le cadre du contrat et qui seront directement liés à l'exécution du contrat, ou produits, préparés ou obtenus du fait ou au cours de son exécution, et le prestataire reconnaît et convient que lesdits produits, documents et autres matériels constitueront des œuvres réalisées contre rémunération pour le PNUD.
- 11.2** Lorsque lesdits droits de propriété intellectuelle ou autres droits patrimoniaux contiendront des droits de propriété intellectuelle ou autres droits patrimoniaux du prestataire : (i) existant antérieurement à l'exécution par le prestataire de ses obligations aux termes du contrat, ou (ii) que le prestataire pourra ou aura pu développer ou acquérir indépendamment de l'exécution de ses obligations aux termes du contrat, le PNUD ne se prévaudra d'aucun droit de propriété sur ceux-ci et le prestataire accorde par les présentes au PNUD une licence perpétuelle d'utilisation desdits droits de propriété intellectuelle ou autres droits patrimoniaux uniquement aux fins du contrat et conformément à ses conditions.
- 11.3** Si le PNUD en fait la demande, le prestataire devra prendre toute mesure nécessaire, signer tout document requis et, d'une manière générale, prêter son assistance aux fins de l'obtention desdits droits patrimoniaux et de leur transfert ou de leur fourniture sous licence au PNUD, conformément aux dispositions du droit applicable et du contrat.
- 11.4** Sous réserve des dispositions qui précèdent, l'ensemble des cartes, dessins, photos, mosaïques, plans, rapports, estimations, recommandations, documents et toutes les autres données compilées ou reçues par le prestataire en application du présent contrat seront la propriété du PNUD, devront être mis à sa disposition aux fins d'utilisation ou d'inspection à des heures raisonnables et en des lieux raisonnables, devront être considérés comme étant confidentiels et ne devront être remis qu'aux fonctionnaires autorisés du PNUD à l'issue des prestations réalisées en application du contrat.

## **12.0 UTILISATION DU NOM, DE L'EMBLEME OU DU SCEAU OFFICIEL DU PNUD OU DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES :**

Le prestataire devra s'abstenir de faire connaître ou de rendre publique de toute autre manière le fait qu'il fournit des prestations au PNUD et devra également s'abstenir de toute utilisation du nom, de l'emblème ou du sceau officiel du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies ou de toute abréviation du nom du PNUD ou de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de son activité ou par ailleurs.

## **13.0 CONFIDENTIALITE DES DOCUMENTS ET INFORMATIONS :**

Les informations et données considérées par l'une ou l'autre des parties comme étant exclusives qui seront communiquées ou divulguées par l'une des parties (le « Divulgateur ») à l'autre partie (le « Destinataire ») au cours de l'exécution du contrat et qui seront qualifiées d'informations confidentielles (les « Informations ») devront être protégées par ladite partie et traitées de la manière suivante :

**13.1** Le destinataire (le « Destinataire ») desdites informations devra :

- 13.1.1** faire preuve de la même prudence et de la même discrétion pour éviter toute divulgation, publication ou dissémination des Informations du Divulgateur que celles auxquelles il



s'astreint pour ses propres informations similaires qu'il ne souhaite pas divulguer, publier ou disséminer ; et

**13.1.2** utiliser les Informations du Divulgateur uniquement aux fins pour lesquelles elles auront été divulguées.

**13.2** A condition que le Destinataire signe avec les personnes ou entités suivantes un accord écrit les obligeant à préserver la confidentialité des Informations conformément au contrat et au présent article 13, le Destinataire pourra divulguer les Informations :

**13.2.1** à toute autre partie, avec le consentement préalable et écrit du Divulgateur ; et

**13.2.2** aux employés, responsables, représentants et agents du Destinataire qui auront besoin de prendre connaissance desdites Informations pour les besoins de l'exécution d'obligations prévues par le contrat, et aux employés, responsables, représentants et agents de toute personne morale qu'il contrôlera, qui le contrôlera ou qui sera avec lui sous le contrôle commun d'un tiers, qui devront également en prendre connaissance pour exécuter des obligations prévues aux termes du contrat, sachant toutefois qu'aux fins des présentes, une personne morale contrôlée désigne :

**13.2.2.1** une société dans laquelle la partie concernée détient ou contrôle de toute autre manière, directement ou indirectement, plus de cinquante pour cent (50 %) des actions assorties du droit de vote ; ou

**13.2.2.2** une entité dont la direction effective est contrôlée par la partie concernée ; ou

**13.2.2.3** s'agissant du PNUD, un fonds affilié tel que l'UNCDF, l'UNIFEM ou l'UNV.

**13.3** Le prestataire pourra divulguer les Informations dans la mesure requise par la loi, sachant toutefois que, sous réserve des privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies et sans renonciation à ceux-ci, le prestataire devra notifier au PNUD suffisamment à l'avance une demande de divulgation des Informations afin de lui donner la possibilité de prendre des mesures de protection ou toute autre mesure opportune avant qu'une telle divulgation ne soit effectuée.

**13.4** Le PNUD pourra divulguer les Informations dans la mesure requise par la Charte des Nations Unies, les résolutions ou règlements de l'Assemblée générale ou les règles édictées par le Secrétaire général.

**13.5** Le Destinataire n'aura pas l'interdiction de divulguer les Informations qu'il aura obtenues d'un tiers sans restriction, qui seront divulguées par le Divulgateur à un tiers sans obligation de confidentialité, qui seront antérieurement connues du Destinataire ou qui seront développées à tout moment par le Destinataire de manière totalement indépendante de toute divulgation effectuée dans le cadre des présentes.

**13.6** Les présentes obligations et restrictions en matière de confidentialité produiront leurs effets au cours de la durée du contrat, y compris pendant toute prorogation de celui-ci, et, sauf disposition contraire figurant au contrat, demeureront en vigueur postérieurement à sa résiliation.

#### **14.0 FORCE MAJEURE ; AUTRES CHANGEMENTS DE SITUATION**

**14.1** En cas de survenance d'un quelconque événement constituant un cas de force majeure et aussi rapidement que possible après sa survenance, le prestataire devra en notifier par écrit le PNUD avec l'ensemble des détails s'y rapportant si le prestataire se trouve de ce fait dans l'incapacité totale ou partielle d'exécuter ses obligations et de s'acquitter de ses responsabilités aux termes du contrat. Le prestataire devra également notifier au PNUD tout autre changement de situation



ou la survenance de tout évènement compromettant ou risquant de compromettre l'exécution de ses obligations aux termes du contrat. Dès réception de la notification requise par le présent article, le PNUD prendra les mesures qu'il considérera, à sa seule et entière discrétion, comme étant opportunes ou nécessaires au regard des circonstances, y compris l'octroi au prestataire d'un délai supplémentaire raisonnable pour exécuter ses obligations aux termes du contrat.

- 14.2** Si, en raison d'un cas de force majeure, le prestataire est définitivement incapable de s'acquitter, en tout ou en partie, de ses obligations et de ses responsabilités aux termes du contrat, le PNUD aura le droit de suspendre ou de résilier le présent contrat selon les mêmes conditions que celles qui figurent dans l'article 15 « Résiliation », sachant toutefois que le délai de préavis sera de sept (7) jours au lieu de trente (30) jours.
- 14.3** Le terme de force majeure, tel qu'il est utilisé dans le présent article désigne des catastrophes naturelles, une guerre (déclarée ou non), une invasion, une révolution, une insurrection ou d'autres actes d'une nature ou d'une force similaire.
- 14.4** Le prestataire reconnaît et convient qu'en ce qui concerne les obligations prévues au contrat que le prestataire doit exécuter dans ou pour les régions dans lesquelles le PNUD est engagé ou se prépare à s'engager dans des opérations de maintien de la paix, humanitaires ou similaires ou dans lesquelles le PNUD se désengage de telles opérations, toute exécution tardive ou inexécution desdites obligations liée à des conditions difficiles dans lesdites régions ou à des troubles civils y survenant ne constituera pas, en soi, un cas de force majeure au sens du contrat.

## **15.0 RESILIATION**

- 15.1** Chaque partie pourra résilier le présent contrat pour un motif déterminé, en tout ou en partie, en adressant à l'autre partie un préavis écrit de trente (30) jours. L'engagement d'une procédure d'arbitrage conformément à l'article 16.2 (« Arbitrage ») ci-dessous ne pourra pas être considéré comme constituant une résiliation du présent contrat.
- 15.2** Le PNUD se réserve le droit de résilier le présent contrat sans motif à tout moment, en adressant au prestataire un préavis écrit de 15 jours. Dans ce cas, le PNUD devra rembourser au prestataire l'ensemble des frais raisonnables que celui-ci aura engagés avant de recevoir ledit préavis.
- 15.3** En cas de résiliation par le PNUD en application du présent article, aucun paiement ne sera dû par le PNUD au prestataire, à l'exception des prestations et services fournis de manière satisfaisante et conformément aux conditions expresses du présent contrat.
- 15.4** Si le prestataire est mis en redressement judiciaire ou en liquidation, s'il tombe en cessation de paiements, s'il procède à une cession au profit de ses créanciers ou si un administrateur judiciaire est nommé en raison de sa cessation de paiements, le PNUD pourra, sans préjudice de tout autre droit ou recours dont il pourra disposer aux termes des présentes conditions, résilier le présent contrat sur-le-champ. Le prestataire devra immédiatement informer le PNUD de la survenance de l'un quelconque des évènements susmentionnés.

## **16.0 REGLEMENT DES DIFFERENDS**

- 16.1 Règlement amiable.** Les parties devront faire tout leur possible pour régler à l'amiable les différends, litiges ou réclamations liés au présent contrat ou à sa violation, à sa résiliation ou à sa nullité. Lorsque les parties tenteront de parvenir à un tel règlement amiable par la conciliation, celle-ci devra se



dérouler conformément au Règlement de conciliation de la CNUDCI qui sera alors en vigueur, ou selon toute autre procédure dont les parties pourront convenir entre elles.

**16.2 Arbitrage.** Les différends, litiges ou réclamations entre les parties liés au présent contrat ou à sa violation, à sa résiliation ou à sa nullité qui n'auront pas fait l'objet d'un règlement amiable en application de l'article 16.1 ci-dessus, sous soixante (60) jours à compter de la réception par l'une des parties de la demande aux fins de règlement amiable de l'autre partie, devront être soumis par l'une ou l'autre des parties à un arbitrage, conformément au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI alors en vigueur. Les décisions du tribunal arbitral devront être fondées sur des principes généraux de droit commercial international. En ce qui concerne l'ensemble des questions relatives à la preuve, le tribunal arbitral devra suivre les règles additionnelles régissant la présentation et la réception des preuves dans les arbitrages commerciaux internationaux de l'Association internationale du barreau, édition du 28 mai 1983. Le tribunal arbitral sera habilité à ordonner la restitution ou la destruction de marchandises ou de tout bien, corporel ou incorporel, ou de toute information confidentielle fournie en application du contrat, à ordonner la résiliation du contrat, ou à ordonner que toute mesure de protection soit prise relativement à des marchandises, services ou à tout autre bien, corporel ou incorporel, ou à toute information confidentielle fournie dans le cadre du contrat, s'il y a lieu, conformément au pouvoir du tribunal arbitral aux termes de l'article 26 (« Mesures provisoires ou conservatoire ») et de l'article 32 (« Forme et effet de la sentence ») du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI. Le tribunal arbitral n'aura pas le pouvoir d'allouer des dommages et intérêts punitifs. En outre, sauf disposition contraire expresse du contrat, le tribunal arbitral n'aura pas le pouvoir d'allouer des intérêts supérieurs au taux interbancaire offert à Londres (« LIBOR ») alors en vigueur, et il ne pourra s'agir que d'intérêts simples. Les parties seront liées par toute sentence arbitrale rendue dans le cadre d'un tel arbitrage à titre de règlement final desdits différends, litiges ou réclamations.

## **17.0 PRIVILEGES ET IMMUNITES**

Aucune disposition du présent contrat ou y relative, qu'elle soit expresse ou implicite, ne pourra être considérée comme emportant renonciation aux privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que de ses organes subsidiaires.

## **18.0 EXONERATION FISCALE**

**18.1** La section 7 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies prévoit notamment que l'Organisation des Nations Unies, ainsi que ses organes subsidiaires, sont exonérés de tout impôt direct, sous réserve de la rémunération de services d'utilité publique, ainsi que des droits de douane et redevances de nature similaire à l'égard d'objets importés ou exportés pour leur usage officiel. Si une quelconque autorité gouvernementale refuse de reconnaître l'exonération de l'Organisation des Nations Unies au titre desdits impôts, droits ou redevances, le prestataire devra immédiatement consulter le PNUD afin de décider d'une procédure mutuellement acceptable.

**18.2** Par conséquent, le prestataire autorise le PNUD à déduire de la facture du prestataire toute somme correspondant auxdits impôts, droits ou redevances, à moins que le prestataire n'ait consulté le PNUD avant leur paiement et que le PNUD n'ait, dans chaque cas, expressément autorisé le prestataire à payer lesdits impôts, droits ou redevances sous toute réserve. Dans ce cas, le prestataire devra fournir au PNUD la preuve écrite de ce que le paiement desdits impôts, droits ou redevances aura été effectué et dûment autorisé.

## **19.0 TRAVAIL DES ENFANTS**



Le prestataire déclare et garantit que lui-même et ses fournisseurs ne se livrent à aucune pratique contraire aux droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant, y compris dans son article 32 qui prévoit notamment qu'un enfant ne peut être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptibles de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.

Toute violation de la déclaration et de la garantie qui précèdent autorisera le PNUD à résilier le présent bon de commande immédiatement par notification adressée au fournisseur, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

## **20.0 MINES**

Le fournisseur déclare et garantit que lui-même et ses fournisseurs ne participent pas activement et directement à des activités ayant trait aux brevets, au développement, à l'assemblage, à la production, au commerce ou à la fabrication de mines ou à de telles activités au titre de composants principalement utilisés dans la fabrication de mines. Le terme « mines » désigne les engins définis à l'article 2, paragraphes 1, 4 et 5 du Protocole II annexé à la Convention de 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discriminations.

Toute violation de la déclaration et de la garantie qui précèdent autorisera le PNUD à résilier le présent contrat immédiatement par notification adressée au prestataire, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

## **21.0 RESPECT DES LOIS**

Le prestataire devra se conformer à l'ensemble des lois, règlements et règles se rapportant à l'exécution de ses obligations aux termes du présent contrat.

## **22.0 EXPLOITATION SEXUELLE**

**22.1** Le prestataire devra prendre l'ensemble des mesures appropriées pour empêcher la commission à l'encontre de quiconque d'actes d'exploitation ou d'abus sexuel par le prestataire lui-même, par l'un quelconque de ses employés ou par toute autre personne pouvant être engagée par le prestataire pour fournir tout service en application du contrat. A cet égard, toute activité sexuelle avec une personne de moins de dix-huit ans, indépendamment de toute loi relative au consentement, constituera un acte d'exploitation et d'abus sexuels à l'encontre d'une telle personne. En outre, le prestataire devra s'abstenir d'échanger de l'argent, des biens, des services, des offres d'emploi ou d'autres choses de valeur contre des faveurs ou des activités sexuelles ou de se livrer à des activités sexuelles constitutives d'actes d'exploitation ou dégradantes, et devra prendre l'ensemble des mesures appropriées pour interdire à ses employés ou aux autres personnes qu'il aura engagées d'agir de la sorte. Le prestataire reconnaît et convient que les présentes dispositions constituent une condition essentielle du contrat et que toute violation de la présente déclaration et de la présente garantie autorisera le PNUD à résilier le contrat immédiatement par notification adressée au prestataire, sans être redevable des frais de résiliation ou engager sa responsabilité à quelque autre titre que ce soit.

**22.2** Le PNUD ne fera pas application de la règle précédente relative à l'âge lorsque l'employé du prestataire ou toute autre personne pouvant être engagée par celui-ci pour fournir des services en application du contrat sera marié à la personne de moins de dix-huit ans avec laquelle ledit employé



ou ladite autre personne aura eu une activité sexuelle et lorsqu'un tel mariage sera reconnu comme étant valable par les lois du pays de citoyenneté dudit employé ou de ladite autre personne.

**20. POUVOIR DE MODIFICATION**

Conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière du PNUD, seul le fonctionnaire autorisé du PNUD a le pouvoir d'accepter pour le compte du PNUD toute modification apportée au présent contrat, une renonciation à l'une quelconque de ses dispositions ou toute relation contractuelle supplémentaire avec le prestataire. Par conséquent, aucune modification du présent contrat ne sera valable et opposable au PNUD à moins de faire l'objet d'un avenant au présent contrat signé par le prestataire et le fonctionnaire autorisé du PNUD conjointement.



---

**Recrutement d'un Cabinet pour l'étude : « appuyer le Burkina Faso sur les modalités d'opérationnalisation de la signature électronique.**

---

<b>Lieu :</b>	Ouagadougou, BURKINA FASO
<b>Date limite de candidature :</b>	16 Juin 2022
<b>Type de contrat :</b>	Contrat de Cabinet
<b>Niveau du poste :</b>	
<b>Langues requises :</b>	Français
<b>Durée du contrat initial :</b>	60 jours ouvrables
<b>Durée prévue de la mission :</b>	60 jours ouvrables

**Contexte et justification de la mission**

L'avènement des technologies de l'information et de la communication (TIC) constitue, sans conteste, l'innovation majeure de notre ère. Elles induisent de profonds bouleversements dans les cultures, les sociétés, les économies et accélèrent le processus de globalisation. A l'instar de nombreux pays, le Burkina Faso s'est résolument engagé dans l'appropriation des TIC et le renforcement du cadre juridique et institutionnel favorable à ces technologies numériques. Celles-ci sont désormais considérées comme des leviers essentiels au développement socio-économique de nos Etats. Dans cette optique, les deux politiques sectorielles « Commerce et services marchands (PS-CSM) 2018-2027 et « Infrastructures de transports, de communication et d'habitat (PS-ITCH) 2018-2027, adoptées en 2018 pour soutenir l'économie numérique dans ces domaines.

Par ailleurs, le programme 2, Action 2.3 de la Stratégie Nationale de Développement de l'Économie Numérique (SN@DEN) 2018-2027 prévoit une mise en place cohérente de l'ensemble des outils nécessaires à la constitution d'un environnement numérique de confiance, à travers « la mise en place des outils relatifs à la signature électronique et l'identification électronique ».

Confirmant sa volonté de favoriser l'essor des services de communications électroniques, notre pays a adopté la *Loi n° 045-2009/AN du 10 novembre 2009 portant réglementation des services et des transactions électroniques au Burkina Faso*. Cette loi consacre **(i)** l'équivalence entre l'écrit sur support électronique et l'écrit sur support papier, **(ii)** le paiement électronique ainsi que **(iii)** la signature électronique. Cependant, la signature électronique n'est toujours pas opérationnelle malgré la possibilité offerte par la loi et ces décrets d'application.

Tout en consacrant la possibilité pour toute personne physique et morale de disposer d'une signature électronique qui lui soit propre, le législateur burkinabè prévoit expressément à l'article 9 de la loi susmentionnée un cadre réglementaire spécifique pour la signature électronique des personnes morales. En outre, la signature électronique



des personnes physiques n'en appelle pas à des dispositions réglementaires particulières à la différence de celle des personnes morales.

La mise en place du dispositif de la signature électronique devrait rendre l'administration plus efficace avec un gain en temps, en budget, etc. L'administration devient plus transparente dans le traitement des dossiers des citoyens, des entreprises, etc, donc une égalité de traitement de tous les citoyens. La confiance à l'administration à travers la signature électronique devient plus accrue ainsi que la redevabilité même de l'administration envers les citoyens.

Face à un contexte sécuritaire et sanitaire sans précédent que connaît le pays, le recours à la signature électronique par les acteurs publics et privés est plus que jamais nécessaire. Avec l'évolution très rapide du digital, les différents textes d'application des dispositions de la loi susmentionnée relatives à la signature électronique devront être révisés pour prendre en compte les nouvelles tendances puis adoptés et mis en œuvre dans quelques structures pilotes.

L'Etat du Burkina Faso, à travers le Ministère de la Transition digitale, des postes et des communications électroniques et l'appui financier du PNUD à travers l'offre 2.0, souhaite recruter un cabinet pour l'appuyer dans la revue réglementaire des textes et les modalités d'opérationnalisation de la signature électronique au Burkina Faso.

### **Informations sur l'offre 2.0**

En janvier 2021, le PNUD a mobilisé un financement auprès de la Facilité de Financement Rapide (RFF), en vue de soutenir le Burkina Faso pour « *une transformation digitale inclusive pour accélérer les progrès vers la réalisation des ODDs* » à travers trois composantes complémentaires :

- Optimisation, harmonisation et inclusivité des politiques/stratégies en vue d'accélérer la trajectoire des ODDs ;
- Innovations/applications de services publics et solutions d'e-gouvernance efficaces et inclusives pour la continuité des administrations publiques et la réduction des formes diverses d'inégalités d'accès ;
- Capacités et systèmes de connaissances qui favorisent la transformation digitale et la connexion entre les compétences, les technologies et les financements, notamment pour les femmes et les jeunes, les PME/PMI, créateurs de solutions digitales ;
- Conduite du Changement et appropriation des e-services.

A travers ce projet, le PNUD compte soutenir les initiatives du Burkina Faso et bâtir sur l'engouement sans précédent pour le digital face à la pandémie COVID-19 ; afin de montrer davantage comment la numérisation peut être exploitée pour soutenir les personnes vulnérables, réduire les inégalités, renforcer la cohésion sociale, soutenir les moyens d'existence et renforcer la solidarité.

Ainsi, l'Offre 2.0 du PNUD met le focus sur la transformation digitale, avec son pouvoir d'entraînement et d'accélération des trois autres priorités que sont *l'économie verte, la gouvernance et la protection sociale*.

### **Objectifs de la mission**

#### **Objectif général**

L'objectif général de la présente mission est d'appuyer le Burkina Faso dans les modalités de la mise en œuvre effective de la signature électronique prévue par la *Loi n° 045-2009 du 10 novembre 2009 portant réglementation des services et des transactions électroniques au Burkina Faso*.

#### **Objectifs spécifiques**



Au regard de l'objectif général poursuivi dans cette mission, les objectifs spécifiques suivants ont été fixés :

- analyser le cadre juridique et institutionnel de la réglementation des services et des transactions électroniques en vigueur au Burkina Faso ;
- identifier et analyser l'ensemble des problèmes/facteurs qui entravent l'opérationnalisation de la signature électronique au Burkina Faso ;
- réviser la Loi n° 045-2009/AN du 10 novembre 2009 susmentionnée pour la rendre conforme aux évolutions du digital et des enjeux du moment et du futur,
- élaborer une feuille de route sur les modalités d'opérationnalisation de la signature électronique au Burkina Faso ;
- élaborer/réviser le projet de décret relatif aux modalités et conditions de délivrance, d'utilisation et de révocation de la signature électronique des personnes morales prévu par la Loi n° 045-2009/AN du 10 novembre 2009 susmentionnée revue ;
- élaborer le projet de rapport en Conseil des ministres pour l'adoption du projet de décret élaboré ;
- étudier les impacts/effets de la mise en œuvre du décret relatif aux modalités et conditions de délivrance, d'utilisation et de révocation de la signature électronique de la personne morale, sur les activités des parties prenantes.

#### **Missions du cabinet**

Le cabinet qui sera recruté aura pour missions de :

- faire un état des lieux de la signature électronique au Burkina Faso en identifiant et analysant clairement toutes les difficultés rencontrées par les parties prenantes/acteurs dans la mise en œuvre de la signature électronique ;
- identifier et échanger avec les parties prenantes sur l'opérationnalisation de la signature électronique au Burkina Faso ;
- faire le benchmark d'au moins cinq (5) pays d'Afrique et d'Europe ayant réussi la mise en place d'un cadre juridique et institutionnel adéquat à la signature électronique ;
- faire une analyse de la cohérence du dispositif juridique et institutionnel actuel des services et transactions électroniques au Burkina Faso avec les autres instruments juridiques d'harmonisation existants au niveau communautaire et régional au besoins procéder à une révision de la loi 045;
- élaborer une feuille de route pour la mise en œuvre effective de la signature électronique par les personnes physiques et morales au Burkina Faso ;
- élaborer ou modifier les projets de textes nécessaires à l'effectivité de la signature électronique au Burkina Faso ;
- proposer une démarche de mise en œuvre des différents projets de textes règlementaires élaborés.

#### **Résultats attendus**

Les résultats suivants sont attendus au terme de la mission :

- le cadre juridique et institutionnel de la réglementation des services et des transactions électroniques en vigueur au Burkina Faso est analysé ;
- l'ensemble des problèmes/facteurs qui entravent l'opérationnalisation de la signature électronique au Burkina Faso est identifié, analysé et révisé;



- la feuille de route pour les modalités d'opérationnalisation de la signature électronique au Burkina Faso est élaborée ;
- le projet de décret relatif aux modalités et conditions de délivrance, d'utilisation et de révocation de la signature électronique des personnes morales tel que prévu par la Loi n° 045-2009/AN du 10 novembre 2009 susmentionnée est élaboré et/ou modifié;
- le projet de rapport en Conseil des ministres pour l'adoption du projet de décret susmentionné est élaboré ;
- les impacts/effets de la mise en œuvre du décret relatif aux modalités et conditions de délivrance, d'utilisation et de révocation de la signature électroniques des personnes morales tel que prévu dans la Loi n° 045-2009 du 10 novembre 2009, sur les activités des parties prenantes sont étudiés.

### **Démarche méthodologique**

Dans le cadre de la réalisation de la mission, le cabinet proposera une méthodologie appropriée qui lui permettra d'atteindre les résultats fixés.

La démarche doit être fondée sur les principes de la concertation, de la participation et de l'inclusion. Le caractère évolutif et transversal des technologies numériques ainsi que la diversité des parties prenantes méritent d'être considérés. Ainsi un groupe technique de travail sera mis en place composé de :

Il est suggéré une première consultation avec les différents Ministères, institutions, etc, et sur cette base établir un chronogramme des différentes étapes avec à chaque fois un résultat d'étape.

Avant l'entame de la mission, le(la) chef(fe) de mission sera invité(e) à organiser et animer un atelier de lancement de la mission durant lequel il(elle) présentera entre autres sa démarche, l'équipe projet, la note de cadrage, le planning de réalisation de la mission.

Par la suite, le cabinet sera invité à organiser et animer un atelier pour les phases 2, 3 et 4 de la mission.

La mission se déroulera en quatre (04) phases que sont :

**(i)** phase 1 : Cadrage de la mission ;

**(ii)** phase 2 : Restitution de :

- l'analyse du cadre juridique et institutionnel de la réglementation des services et des transactions électroniques en vigueur au Burkina Faso ;
- l'analyse des problèmes/facteurs qui entravent l'opérationnalisation de la signature électronique au Burkina Faso ;
- le rapport du benchmark d'au moins cinq (5) pays d'Afrique et d'Europe ayant réussi la mise en place d'un cadre juridique et institutionnel adéquat à la signature électronique.

**(iii)** phase 3 : Proposition de :

- la feuille de route sur les modalités d'opérationnalisation de la signature électronique au Burkina Faso ;
- le projet de décret relatif aux modalités et conditions de délivrance, d'utilisation et de révocation de la signature électronique, prévu par la Loi n° 045-2009/AN du 10 novembre 2009 susmentionnée;



- le rapport de l'étude des impacts/effets de la mise en œuvre du décret relatif aux modalités et conditions de délivrance, d'utilisation et de révocation de la signature électronique prévu par la Loi n° 045-2009/AN du 10 novembre 2009 susmentionnée, sur les activités des parties prenantes.

(iv) phase 4 :Validation du rapport général de la mission.

**NB :**

- a)** *Chaque phase donne lieu à la production d'un livrable et chaque livrable fera l'objet d'une validation qui conditionnera le démarrage de la phase suivante.*
- b)** *Le rapport final de la mission et tous les autres documents seront rédigés en langue française et transmis sur support papier en cinq (5) exemplaires chacun en couleur et en version électronique (sur 5 clés USB) par le cabinet, à l'attention du Maître d'ouvrage, pour approbation, en Format Word, police « Times New Roman 12 », justifié.*
- c)** *Avant la transmission des rapports susmentionnés, le cabinet est responsable :*
- *de la vérification des documents selon les présents TDR ;*
  - *du contrôle de la qualité des documents ;*
  - *de la reprise des rapports à ses frais ;*
  - *de la confidentialité des documents.*

**Profil du personnel à mobiliser par le cabinet :**

Le Cabinet est responsable de l'indentification et de la mobilisation effective de l'expertise nécessaire à la bonne exécution de la mission. Les trois (03) profils (Expert-e/consultant-e) suivants sont requis dans l'offre de chaque cabinet soumissionnaire et doivent justifier des compétences minimums requises suivantes :

Chef(fe) de mission : Expert(e) en droit, niveau Bac+5 en droit et avoir au moins 07 ans d'expériences professionnelles dont 02 projets similaires à la mission.

En outre il (elle) doit de façon générale :

- avoir une parfaite maîtrise du cadre juridique et institutionnel des services et des transactions électroniques au Burkina Faso ;
- disposer d'une expérience avérée dans le secteur des technologies de l'information et de la communication en général et de la signature électronique en particulier ;
- avoir une parfaite maîtrise des questions de légistique ;
- avoir une expérience avérée en matière de rédaction de feuille de route et de textes réglementaires avec au moins cinq (02) projets exécutés.

PROFIL	CRITERE	NOMBRE DE POINT	Total
Chef(fe) de mission : Expert(e) en droit	Diplôme universitaire (BAC+5 en Droit)	10	100
	Expérience générale (07 ans)	20	
	Expérience spécifique dans des projets similaires en lien avec le profil (02 projets similaires)	30	
	Justificatifs de l'expérience professionnelle	30	

	<b>Expériences en communication électronique</b>	<b>10</b>	
--	--	-----------	--

Expert (e) associé(e) 1 : Juriste spécialisé(e) en Droit des TIC, niveau Bac+4 en droit et avoir au moins 05 ans d'expériences professionnelles dont 02 projets similaires à la mission.

En outre il(elle) doit de façon générale :

- avoir une parfaite maîtrise du cadre juridique et institutionnel des services et des transactions électroniques au Burkina Faso ;
- disposer d'une expérience avérée dans le secteur des technologies de l'information et de la communication en général et de la signature électronique en particulier ;
- avoir une expérience avérée en matière de rédaction de feuille de route et de textes réglementaires avec au moins cinq (02) projets exécutés.

PROFIL	CRITERE	NOMBRE DE POINT	Total
<b>Juriste spécialisé(e) en Droit des TIC</b>	<b>Diplôme universitaire (BAC+4 en Droit)</b>	<b>10</b>	<b>100</b>
	<b>Expérience générale (05 ans)</b>	<b>20</b>	
	<b>Expérience spécifique dans des projets similaires en lien avec le profil (02 projets similaires)</b>	<b>30</b>	
	<b>Justificatifs de l'expérience professionnelle</b>	<b>30</b>	
	<b>Expériences en communication électronique</b>	<b>10</b>	

Expert (e) associé(e) 2 : Ingénieur de Conception en Informatique, niveau Bac+5 en informatique et avoir au moins 05 ans d'expériences professionnelles dont 02 projets similaires à la mission.

En outre il (elle) doit de façon générale :

- avoir une bonne maîtrise de la signature électronique
- avoir une parfaite maîtrise du cadre juridique et institutionnel des services et des transactions électroniques au Burkina Faso ;
- avoir une expérience avérée en matière de rédaction de feuille de route et de textes réglementaires avec au moins cinq (02) projets exécutés.

PROFIL	CRITERE	NOMBRE DE POINT	Total
<b>Ingénieur de Conception en Informatique, ayant une bonne maîtrise de la signature électronique</b>	<b>Diplôme universitaire (BAC+5 en Informatique)</b>	<b>20</b>	<b>100</b>
	<b>Expérience générale (05)</b>	<b>20</b>	
	<b>Expérience spécifique dans des projets similaires en lien avec le profil (02 projets similaires)</b>	<b>30</b>	
	<b>Justificatifs de l'expérience professionnelle</b>	<b>30</b>	



Les expériences doivent être justifiées par la fourniture de références techniques, elles-mêmes justifiées par la fourniture des pages de garde et de signature des contrats approuvés ainsi que leur attestation de bonne fin d'exécution.

**NB :**

- a) *Les cabinets soumissionnaires doivent joindre les CV (datés et signés en original), les copies légalisées des diplômes, les copies des certifications et les documents justifiant l'expérience de chaque expert(e) (inclure au moins trois personnes de référence dans chaque CV) ;*
- b) *La langue de communication officielle avec l'ensemble des experts est le Français.*

**Lieu et durée de la consultation**

La durée totale de réalisation de la consultation est de soixante (60) jours ouvrés, mais devrait pas excéder quatre vingt dix (90) jours calendaires, et couvrant la période qui sera précisée dans le contrat de service.

La collecte des données ou le processus de validation peuvent nécessités des déplacements hors de Ouaga (à préciser dans le chronogramme de mission)

**Suivi-contrôle et validation des résultats de la consultation**

Un groupe technique de travail et de suivi est mis en place pour le suivi, l'assurance qualité et la validation technique des résultats de l'étude. Ce groupe accompagnera le cabinet dans sa mission à travers l'examen et la validation des différents livrables

Sa composition et son rôle sont définis par le MTDPCE. Outre le MTDPCE, les autres membres du groupe de travail technique incluent les Ministères en charge des finances et de la prospective, du commerce, de la fonction publique, du genre, des institutions (ARCEP, ANPTIC, ANSSI, LA POSTE BF) et les TPFs avec un maximum de douze (12) personnes ;

Le (La) chef(fe) de mission qui est le/la consultant-e/expert-e principal (e) prendra en compte la bonne collaboration de la mission de l'équipe du cabinet avec le groupe technique de travail et de suivi qui sera mis en place y compris la prise en charge des membres dudit groupe technique. Les membres du groupe technique ne doivent pas dépasser 10 personnes.

A cet effet, les ateliers suivants seront organisés à la charge du cabinet sélectionné :

- un atelier pour la phase 1 (format : présentiel, lieu : Ouagadougou, durée : 1 jour, nombre de participants : 10 personnes) ;
- un atelier pour la phase 2 (format : présentiel, lieu : Ouagadougou, durée : 1 jour, nombre de participants : 10 personnes) ;
- un atelier pour la phase 3 (format : présentiel, lieu : hors de Ouagadougou, durée : 3 jours, nombre de participants : 10 personnes) ;
- un atelier pour la phase 4 (format : présentiel, lieu : Ouagadougou, durée : 1 jour, nombre de participants : 50 personnes).



### **Financement de la mission**

Le financement de la mission sera assuré par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) à travers son offre 2.0.

### **Conditions de soumission**

Les cabinets intéressés par cette offre devront produire :

- Une proposition technique comprenant :
  - o La lettre de soumission de candidature ;
  - o L'analyse et la compréhension des termes de référence ;
  - o La méthodologie de travail ;
  - o Un chronogramme d'exécution de la mission ;
  - o Le curriculum vitae de chacun des trois (03) expert-es actualisé et signé ;
  - o Les pages de gardes et de signatures des références des services similaires déjà rendu.
  
- Une offre financière prenant en compte les différents éléments de coût (honoraires ; déplacements ; communication ; secrétariat, ateliers, etc), selon le format ci-après :

Catégorie générale de dépenses	Unités	Quantités	Montant total (F.CFA HTVA)
Honoraires Personnels clefs			
Chef(fe) de mission : Expert(e) en droit	H/J		
Juriste spécialisé(e) en Droit des TIC	H/J		
Ingénieur-e de Conception en Informatique, ayant une bonne maîtrise de la signature électronique	H/J		
Prise en charge groupe technique de travail max. 10 personnes (Phases 1, 2 et 3)			
Prise en charge atelier de validation max 50 personnes (Phase 4)			
Communication, secrétariat... Autres (spécifier)			
<b>Total</b>			

### **Comment postuler et les modalités pratiques de recrutement**

- Le processus de recrutement et de gestion du contrat du cabinet se fera selon les procédures du PNUD.

### **Evaluation**

- Le dépouillement des dossiers de candidature se fera par un panel mis en place par le PNUD, à la date limite de soumission. Les critères d'évaluation internes et les procédures de sélection du PNUD seront d'application ;
- L'évaluation des propositions se déroule en deux temps. L'évaluation de la proposition technique est achevée avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières. La proposition financière ne sera

ouverte que pour les soumissions qui auront reçu la note technique de 70% sur un score total maximum de 100 points pour ce qui est de l'évaluation des propositions techniques ;

- La proposition technique est évaluée sur la base de son degré de réponse à la mission (Termes de Référence).

A la deuxième étape, les offres financières de tous les prestataires ayant obtenu la note technique minimale de 70% lors de l'évaluation technique seront comparées. Le contrat sera adjugé à la structure proposant l'offre la mieux distante (l'offre ayant obtenue la meilleure note combinée issue de l'offre technique et de l'offre financière, avec une pondération de 70/30).

#### (i) Evaluation des offres techniques

Critères dévaluation	Score	Critères pondérés
<b>Capacité technique du Cabinet soumissionnaire :</b> <i>(expertise avérée dans le domaine, expérience dans l'élaboration de documents juridiques et en légistique)</i>	20	<b>70%</b>
<b>Compréhension des TDRs :</b> <i>(Objectifs, résultats/livrables attendus, sujétions)</i>	40	
<b>Méthodologie proposée :</b> <i>(Démarche méthodologique, chronogramme détaillé de la mission)</i>	40	
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	
<b>Qualification des expert-es :</b>		<b>30%</b>
<i>Chef-fe de mission, Expert-e en Droit</i>	40	
<i>Expert-e Juriste en TIC</i>	30	
<i>Expert-e Ingénieur-e de conception informatique</i>	30	
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>100%</b>

#### (ii) Evaluation des offres financières

- Il est à noter que seules les offres financières relatives à des offres techniques ayant obtenu au moins 70/100 du total de points affectés à l'offre technique seront considérés.
- La proposition financière la moins distante recevra une note financière de 100 points.

La formule à utiliser pour le calcul de la note financière sera la suivante :

- Note financière = 100 x prix de l'offre la moins chère/Prix de l'offre considérée.
- Le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse résultera d'une pondération de la qualité technique et du prix des offres selon une clé de répartition de 70/30.
- La note globale de l'offre = 70% x note technique + 30 % x note financière.
- L'offre qui se voit attribuer le plus des points par l'addition des points issus de l'offre technique et ceux obtenus à partir de l'offre financière ainsi calculée est déclarée attributaire du marché.

Au cas où aucune des propositions techniques n'aura atteint le score minimum technique, le commanditaire se réserve le droit de négocier et signer un contrat avec le/la soumissionnaire ayant obtenu le score technique le plus élevé.

**NB: Les candidatures féminines sont fortement encouragées.**